



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°113 – Mardi 22 février 2000.

POUR LE DEVELOPPEMENT.

Dans ce numéro

- 1- Développement.
- 2- Marche mondiale des femmes pour l'an 2000
- 3- Brèves d'OMC
- 4- L'éternelle jeunesse de Jean de La Fontaine.
- 5- Censure de l'information : agissez !
- 6- Manifestation à Bruxelles contre Haider.
- 7- Rendez-vous avec ATTAC.

En bref...

Deux initiatives viennent apporter à ceux dont le travail vise à promouvoir et à permettre le développement durable des peuples et des cultures l'occasion d'interagir avec deux organismes l'un national, l'autre international. (lire Développement). Agir ! Agir pour le développement le 08 mars (Lire Marche mondiale des femmes pour l'an 2000). Agir pour le développement de l'accès à l'information (Lire : Censure de l'information : agissez !). CNUCED, les forêts, les viandes aux hormones, les droits sociaux, humains économiques et environnementaux... (Lire Brèves d'OMC). Deux poids, deux mesures pour une seule idéologie dominante (Lire L'éternelle jeunesse de Jean de La Fontaine). Et lorsque celle-ci porte au pouvoir le fascisme... (Lire Manifestation à Bruxelles contre Haider). Décidément l'information est une riposte.

Développement.

L'objectif du développement durable (reconnu internationalement par la conférence de Rio en 1992) donne lieu à deux initiatives. Celles-ci prennent la forme de consultations, l'une nationale, l'autre internationale. Chacun(e) est invité(e) à y participer selon les critères déterminés par les deux organismes.

Chacun(e) doit y participer. Il s'agit avant tout de donner son avis sur des options de développement qui directement regardent ATTAC mais aussi d'autres organisations. Merci donc signaler ces deux initiatives aux personnes et organisations qui remplissent les conditions requises et de participer.

Il est en effet crucial qu'autant d'organisations et de citoyen(ne)s que possible prennent le temps de faire entendre leur voix. Il serait plus que dommage de laisser seules parler les organisations liées aux lobbies néo-libéraux alors que ces consultations sont ouvertes. La mobilisation doit se faire aussi dans ce cadre-ci.

Vous êtes belge ?

La Commission Interdépartementale du Développement Durable (CIDD) vous invite à donner votre avis sur le plan quadriennal de développement durable avant sa présentation au gouvernement belge.

Cette initiative doit être saluée. Ce document de 116 pages (« Avant Projet de plan fédéral pour un développement durable 2000 – 2003) mérite du reste l'attention de tous.

« Le développement durable est un domaine très vaste dans le cadre duquel de nombreuses actions devraient être entreprises. Toutefois, les moyens disponibles sont limités. Des priorités doivent donc être définies de même que des choix s'imposent. »

Le document et le formulaire de réponse se trouvent à : (version FR. Une version NL existe) <http://www.cidd.fgov.be/survey/survey.htm>

Vous représentez une organisation (association, syndicat, parti politique...) ?



attac

Les Nations-Unies vous invitent à participer à la mise au point de l'ordre du jour du Comité Préparatoire en vue d'une consultation de « haut niveau » qui aura lieu en 2001. Le financement du développement ?

Le formulaire en ligne vous permet de pouvoir indiquer quels sont les thèmes et propositions à aborder dont pourrait bénéficier le financement du développement. Une bonne occasion de promouvoir la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.

Le questionnaire se trouve à l'adresse suivante : <http://www.un.org/esa/analysis/ffd/ques00.htm>

Ne manquez surtout pas les dates limites (début mars pour les Nations Unies – avant la fin mars pour le CIDD). Merci de faire circuler ces informations auprès des personnes à même de remplir l'une ou l'autre des conditions requises et de faire en sorte que notre voix ne porte pas simplement au travers d'actions que nous organisons. Il s'agit ensemble de se réappropriier l'avenir de notre monde. Deux organismes nous donnent l'occasion de le faire savoir.

Faisons le savoir !

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Marche mondiale des femmes pour l'an 2000

Contre la pauvreté.
Pour le partage des richesses.
Contre la violence faite aux femmes.
Pour le respect de leur intégrité.

« Nombreuses sont aujourd'hui les études empiriques qui permettent d'analyser les changements [en matière] d'emploi. (...) Cependant, cette participation accrue à la main-d'oeuvre n'est pas synonyme de recul de la discrimination. Ainsi, les ouvriers travaillant de manière informelle en sous-traitance, par exemple dans l'habillement, sont très souvent des femmes. Elles sont mal payées et leurs conditions de travail sont peu enviables. (...)

La mondialisation est également associée à de nouvelles formes de travail : à domicile, à distance ou à temps partiel. (...) Or il n'y a pas que du bon dans un tel phénomène : une place dans l'économie formelle est certes conciliable avec les obligations familiales des femmes, mais les emplois qui sont offerts sont souvent précaires et mal payés. (...)

C'est sur les femmes que pèse la plus grande partie du travail familial non rémunéré. [...] Cependant, une femme travaillant à plein temps n'en effectue pas moins une grande part du travail non rémunéré. Une femme élevant un enfant peut s'attendre à passer chaque jour 3,3 heures supplémentaires à effectuer des tâches ménagères non rémunérées. C'est sur les femmes mariées occupant un emploi salarié et ayant des enfants de moins de 15 ans que pèse la charge de travail la plus lourde : près de 11 heures par jour. (...)

D'après les estimations, 500 000 femmes d'Europe de l'Est et de la CEI sont amenées contre leur gré en Europe occidentale. Près de 15 000 femmes russes ou d'Europe de l'Est travaillent comme prostituées en Allemagne. Aux Pays-Bas, 57% des femmes victimes de ce trafic ont moins de 21 ans. » (Rapport mondial sur le développement humain 1999 – PNUD)

Le 8 mars 2000, journée internationale des femmes, a été choisi pour lancer la Marche mondiale des femmes.

C'est à Genève qu'aura lieu le lancement européen. Partout dans le monde, entre le 8 mars et le 17 octobre, les femmes organiseront des actions et des marches contre la pauvreté et la violence. En Europe, elles arriveront à Bruxelles le 14 octobre.

Les Américaines iront à Washington, devant le siège du FMI, et la Marche mondiale culminera à New-York le 17 octobre, journée internationale de l'éradication de la pauvreté.

Pacifiques, mais déterminées, elles marcheront ensemble et porteront aux gouvernements et organisations internationales leurs cahiers de revendications.

Le 8 MARS. GENEVE :
14 heures 30, Place des Nations
15 heures 30, OMC, Avenue de la Paix
17 heures, Jardin Anglais
18 heures, Place Bel-Air

Le 8 MARS. PARIS :
18h, Avenue Kléber / vis à vis Avenue des Portugais
A la nuit descente de l'avenue Kléber jusqu'au Trocadéro.

Brèves d'OMC.

1-
REUNION DE LA CNUCED A BANKOK (12-19/02/2000)



attac

La CNUCED, créée en 64, pour promouvoir le commerce et l'investissement comme moyens de croissance économique dans les PVD, contrairement à l'OMC, n'édicte ni ne contrôle de règles commerciales. Elle s'axe plutôt sur la recherche, l'assistance technique et les capacités productives. 188 pays y sont représentés par leurs ministres lors de la rencontre quadriennale.

Le Premier Ministre Thaïlandais a dit dans son discours d'ouverture, que le cadre politique et institutionnel du commerce et de la finance globalisés doit être revu, pour accorder un peu plus d'importance au développement qu' la vision étroite du simple gain commercial.

Kofi Annan a rappelé que l'échec de Seattle, loin de pouvoir être imputé aux PVD, était dû au fait que les "gouvernements, particulièrement ceux des grandes puissances économiques, n'avaient pu se mettre d'accord sur leurs priorités"

Le Groupe des 77 PVD plus la Chine (G 77, comprenant 133 PVD) ont différé les négociations sur la Déclaration et le Plan d'Action de la CNUCED dans des termes qui rappelaient les méthodes de l'OMC.

La plupart des Chefs d'Etat d'Asie du Sud-Est étaient présents à l'ouverture de la X^e Conférence. Le Premier Ministre japonais était le seul des responsables de haut rang des pays du Quad (USA, UE, Japon, Canada) à assister au Sommet, au désappointement d'un certain nombre de PVD.

Les USA ont clairement rejeté l'idée d'une rencontre informelle des Ministres du Commerce des PVD et du Quad. D'après eux "l'OMC est une organisation de règles et de procédures alors que la CNUCED ne l'est pas". P.Lamy a déclaré que l'UE n'enverrait pas de délégation commerciale car la X^e CNUCED n'était pas un "événement commercial" du fait qu'elle n'avait aucun pouvoir d'édicter les règles de commerce. Une réunion de 160 ONG de 40 pays se sont réunis lors d'une Conférence parallèle, marquant leur première rencontre internationale importante depuis Seattle. Elles se sont très largement montrées critiques vis-à-vis de la CNUCED et des options de la Conférence. Ces ONG (en premier lieu les européennes) ont essayé de formuler un discours qui force les pays à examiner une politique les incluant davantage. Les PVD comme les USA ont jusqu'ici écarté cette pression des ONG.

2-
4^{ème} Session du Forum Intergouvernemental sur les Forêts (IFF 4) à l'invitation de la Commission de l'ONU sur le Développement durable (CDD) - New-York.

Ses conclusions et propositions seront présentées à la 8^{ème} session de la CDD en Avril prochain.

Les délégués n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une proposition de libéralisation continue du commerce dans le secteur forestier et la disparition de restrictions commerciales qui freinent l'accès au marché. Le texte final décrète que l'IFF soutient les efforts permanents des pays et de l'OMC vers la libéralisation du commerce, une attention particulière étant apportée à écarter les restrictions restantes qui freinent l'accès au marché, particulièrement pour les produits forestiers à valeur ajoutée.

Des pays craignent qu'un instrument légal contraignant pour promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les systèmes forestiers constitue un mécanisme servant à lier l'assistance financière. Les représentants des Peuples Indigènes expriment leur inquiétude qu'un tel instrument grignote un peu plus leurs droits à une culture et à un mode de vie axés sur la forêt.

Les ONG craignent qu'il rende légitime de mauvaises pratiques forestières. Au regard des promesses d'assistance financières non tenues faites aux pays pauvres à l'occasion des négociations devant conduire à la Convention "Combat contre la Désertification", des pays africains ont exprimé leur inquiétude concernant l'établissement d'un tel lien.

3.
BOEUF AUX HORMONES (UE / USA, suite... et pas fin !)

Le comité de contrôle vétérinaire européen a annoncé le 9 Février qu'il allait prolonger d'un mois la date d'échéance pour permettre aux USA de satisfaire aux demandes de tests sur leurs exportations de viande "sans hormones".

Cette prolongation du délai laisse supposer que l'UE cherche à conserver un climat serein dans ses relations commerciales transatlantiques, ceci avant la rencontre prochaine (17-18/02) de P.Lamy avec Ch. Barshefsky. Les USA ayant annoncé l'amélioration de leur programme de tests, le blocus des importations de boeuf sans hormone en provenance des USA ne sera pas imposé avant le 15 Mars prochain.

On rappelle que les experts de l'UE avaient trouvé en Avril 99 des traces d'hormones dans 12 à 20 % des échantillons en provenance des abattoirs US, alors que ces échantillons étaient supposés sans hormone. Dans sa tentative de régler le litige, les USA ont proposé d'étiqueter leurs exportations de boeuf traité aux hormones et d'augmenter leur quota d'exportation vers l'Europe de boeuf non traité.

Le 8 Février, s'adressant au Congrès, Ch. Barshefsky a déclaré que l'UE et les USA



attac

n'avaient pas fait de grands progrès pour résoudre les litiges prenant leurs sources dans deux règlements de l'OMC (blocus UE sur le boeuf aux hormones et régime préférentiel d'importation des bananes ACP par l'Europe). L'Europe avait perdu dans les 2 cas.

Ch. Barshefsky dit qu'elle avait demandé à une agence gouvernementale US si les Etats Unis devaient modifier ses 2 listes de rétorsion.

Les USA ont pourtant promis il y quelques temps à l'Europe qu'ils ne pratiqueraient pas une approche "tournante" des mesures de rétorsion, selon laquelle les USA modifieraient périodiquement les produits européens pris pour cible en vue de maximiser leur impact commercial en Europe et de s'assurer que tous les Etats de l'UE en subiraient les effets.

Outre ces différends, la rencontre Lamy-Bashefsky à Washington devrait porter sur la demande d'entrée de la Chine à l'OMC; du vote [prévu le 1/03] au Congrès du maintien ou non des USA à l'OMC et des possibilités pour un futur round de négociations commerciales.

4.

DOITS ECONOMIQUES, SOCIAUX, HUMAINS & ENVIRONNEMENTAUX

L'Inde a annoncé le mois dernier qu'elle allait prochainement ratifier la convention de l'OIT en vue de l'élimination des pires formes du travail des enfants (esclavage, exploitation sexuelle et travail dangereux) Bien que le travail des enfants y soit déjà illégal, on y compte 17 millions d'enfants qui travaillent (chiffre officiel indien). L'OIT estime pour sa part que, sur 250 millions d'enfants travaillant dans le monde, 60 millions sont indiens.

Le Brésil a également ratifié cette Convention en Janvier dernier. 2.9 millions d'enfants seraient au travail selon les estimations brésiliennes. M Cardoso a cependant mis en garde contre les tentatives des pays développés de lier le travail des enfants aux normes du Commerce. Pour lui, l'OMC n'est pas le forum approprié pour traiter du sujet. Le gouvernement a annoncé des aides financières pour permettre à 362.000 enfants d'arrêter de travailler et d'aller à l'école.

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». omc.marseille@attac.org

L'éternelle jeunesse de Jean de La Fontaine

Premier tableau :

Mis à part la véritable étendue du désastre, nul n'ignore rien aujourd'hui des malversations, pillages, détournements de fonds et d'actifs, actes de corruption qui ont été la règle en Russie depuis de nombreuses années : les paradis

fiscaux, la finance internationale, la côte d'azur et autres lieux de la jet-society en savent long sur le sujet. Mais la Russie est un "partenaire" économique et encore une puissance militaire ; de plus le délabrement des équipements collectifs et particuliers et le saccage de l'environnement constituent de vraies bombes à retardement pour l'Europe : alors on apprend avec plaisir la chose suivante :

« Les créanciers bancaires de Moscou réunis au sein du Club de Londres viennent d'effacer 36,5% soit 10 milliards de dollars, des dettes contractées par l'ex-URSS. L'accord ouvre la voie à une entente similaire avec les créanciers gouvernementaux du Club de Paris.

Vendredi soir (le 11/02/00) à Francfort Mikhaïl Kassianov affichait un large sourire. Le premier vice-Premier ministre et ministre des Finances de la Fédération de Russie pouvait enfin annoncer au Président russe par intérim Vladimir Poutine qu'il venait de passer un accord historique avec les banques commerciales créancières de Moscou réunies au sein du Club de Londres. Historique, car pour la première fois, la Russie obtient l'annulation d'une partie substantielle des dettes bancaires contractées par l'ex-URSS.

Ainsi sur un total de 31,8 milliards de dollars de créances, les banques ont accepté d'annuler 10,6 milliards de principal auxquels s'ajoutent l'effacement de 1 milliard de dollars d'arriérés d'intérêts qui n'étaient plus versés depuis décembre 1998. Cela porte le taux d'annulation à 36,5%, moins que les 40% dont rêvait la délégation russe mais significativement plus que les 35% qu'acceptaient d'offrir jusque-là les banques. En ce qui concerne le reliquat, les échéances de remboursement sont rééchelonnées sur 30 ans avec un délai de grâce de 7 ans. Ce qui fait dire à Kassinov que l'effet total de ces concessions financières aboutit à alléger le fardeau de la dette commerciale héritée de l'Union soviétique d'environ 40%.

Dans cette affaire les créanciers trouvent également leur compte. Les détenteurs de quelque 22,2 milliards de dollars de créances restructurées (dénommées PRINs) vont pouvoir les échanger contre des eurobonds russes à 30 ans avec une décote de 37,5% par rapport à la valeur faciale tandis que 6,8 milliards de coupons (IANs) seront également échangés contre des eurobonds mais avec une décote limitée à 33%. En clair la Fédération de Russie s'engage bien à honorer une grande partie de ses obligations au titre des dettes héritées de l'ex-URSS. En contrepartie les conditions sont



attac

douces pour les débiteurs puisque les eurobonds porteront des intérêts progressifs : 2,25% durant les 6 premiers mois suivant leur émission, 2,5% pour les 6 mois suivants, 5% de la deuxième à la septième année et enfin 7,5% de la huitième à la trentième année.

L'accord avec le Club de Londres présente un triple intérêt pour Moscou : Premièrement le pays va pouvoir revenir sur le marché international des capitaux -vraisemblablement en 2001 - après une quarantaine de plus de 2 ans. Depuis la crise financière d'août 1998, qui avait vu les Russes faire défaut sur leur dette publique, aucun bailleur de fonds n'acceptait en effet de prêter à la Russie. En outre l'accord ne peut qu'améliorer la notation de la dette souveraine russe, ce qui incitera les institutions financières internationales à investir de nouveau dans les actifs russes. En second lieu, l'accord avec les créanciers bancaires prépare la voie à un accord avec les créanciers gouvernementaux de la Russie réunis au sein du Club de Paris. Ces derniers détiennent 42 milliards de dollars de créances au titre de l'ex-URSS et pourraient ainsi consentir à Moscou des conditions similaires. Bref quelque 16 milliards de dollars supplémentaires d'annulation de dette sont en vue.

Enfin, l'apurement de la situation financière de la Russie à six semaines des élections présidentielles constitue un succès diplomatique majeur pour Vladimir Poutine, dont personne ne doute plus qu'il sera élu Président de la Fédération, peut-être même dès le premier tour du scrutin. Aux yeux des occidentaux, l'équipe Poutine est désormais crédibilisée dans sa volonté de poursuivre sur la voie des réformes tandis que l'habileté de négociateur dont à fait montre Mikhaïl Kassianov fait de lui le candidat de plus en plus probable au fauteuil de Premier ministre. »

(Reproduction de l'article de la Tribune du 14 février ; à noter que sur la même page on trouve un article intitulé : « Le FMI s'alarme des malversations financières de l'équipe au pouvoir en Ukraine »....!!)

Le deuxième tableau, vous le trouvez dans la Résolution du JUBILEE SOUTH SOUTH qui crie pour l'annulation de la dette du tiers monde et que vous pourrez lire sur le site d'Attac : <http://attac.org/fra/toil/doc/jubilee02fr.htm>

Deux poids, deux mesures et de sérieuses menaces de désordre pour l'avenir... « Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »

Jean-François Druhen-Charnaux. Membre d'ATTAC. journal@attac.org fera suivre votre courrier.

Censure de l'information : agissez !

Nous vous avons déjà demandé de soutenir RAID – ATTAC Tunisie dont le gouvernement tunisien refuse la création. Si ce n'est déjà fait, il est temps de le faire. Ce n'est pas vain. Ils ont réellement besoin de votre aide et de votre soutien.

<http://attac.org/tunisie/>

En France, vous pouvez contacter directement raid.rhone@attac.org afin d'obtenir plus d'informations.

Le gouvernement non content de ne pas permettre à l'association de se mettre en place, interdit maintenant l'accès au site ATTAC depuis la Tunisie.

A défaut de légaliser le RAID, le pouvoir tunisien vient de fermer l'accès au site d'ATTAC. En effet, depuis maintenant un peu plus d'une semaine on ne peut plus accéder au site d'ATTAC à partir de la Tunisie.

L'action que mène le RAID (Attac Tunisie) sur le terrain, malgré la confiscation de son droit d'association, et qui lui assure une audience de plus en plus large dans le pays. Et la réussite d'une campagne de soutien, lancée il y a maintenant un mois, et à laquelle a déjà pris part des centaines de citoyen(ne)s de plusieurs pays, commencent à produire leurs effets.

Malheureusement, la réaction du pouvoir n'est pas allée, encore une fois, dans le bon sens; c'est-à-dire, la reconnaissance de notre droit d'association que garanti pourtant la constitution de notre pays ainsi que les chartes et les conventions internationales. Pire encore, par son acte de censure à l'égard du site Internet d'Attac, le pouvoir tunisien vient de nous priver davantage de notre droit à l'information. Etant membre du mouvement international Attac, nous nous adressons à vous, afin que vous nous aidiez à faire prévaloir nos droits, par tout moyen que vous jugeriez nécessaire.

Nous vous adressons nos meilleures salutations militantes de Tunisie.
Fathi CHAMKHI – tunisie@attac.org

Dans une moindre mesure évidemment, en France, mais sur un lieu de travail. Une personne sur son lieu de travail n'a-t-elle pas les mêmes droits qu'en dehors ?... L'un de nos



attac

lecteurs nous signale qu'il est dans l'incapacité de communiquer Le Courriel d'information à son amie par courrier électronique. « Le message que vous avez envoyé de sujet: "?iso-8859-1?Q?TR:_=5BATTAC=5D_INFO_108_-_Rendez-vous_Samedi_=EO_15h?=" a été bloqué. Ce message a été effacé. ». La BNP ne laisse pas passer ATTAC. Evidemment nous pourrions signaler à M. michel.pebereau@bnpgroup.com que l'information n'est pas contradictoire avec la liberté d'exercer son droit de personne humaine... et que même à la BNP un(e) employé(e) est avant tout une personne humaine.

Merci d'agir en faveur d'ATTAC Tunisie pour l'exercice de leur droit d'association <http://attac.org/tunisie/> et raid.rhone@attac.org pour toutes les informations.

Le droit de s'informer est l'un des droits fondamentaux pour l'exercice de sa citoyenneté. Nous pensions exagérer en inscrivant sur la page d'index de notre site Internet « Riposter : pour vous donner les moyens de riposter abonnez-vous à ATTAC Info. » Il semblerait que les censures bien réelles qui s'exercent nous situent bien en deçà de la réalité.

Pour ceux qui, parmi vous, ont encore le luxe de pouvoir recevoir de l'information, merci de riposter d'une manière énergique afin d'aider ceux d'entre nous pour qui le fait d'obtenir de l'information est déjà véritablement une riposte.

Agissez !

Manifestation à Bruxelles contre Haider.

ATTAC Y ETAIT POUR DIRE : LE LIBERALISME CONDUIT AU FASCISME.

La gravité du sujet n'a pas totalement fait disparaître l'habituel conflit de chiffres : 12.500, 15.000, 20.000 c'est selon les sources. Ils étaient en tous cas très nombreux à s'étirer derrière une partie du gratin politique et Louis Michel, ministre des affaires étrangères, en tête, du Palais de Justice à la gare du Luxembourg en

passant par une ambassade d'Autriche bordée d'une haie de drapeaux tenus en berne par d'anciens résistants et déportés ou quelques uns de leurs descendants.

Une fois n'étant pas coutume, les manifestants ont été autorisés à troquer les quartiers déserts qu'on leur réserve généralement, pour les artères chics et fréquentées de la capitale que sont les avenues Louise et des Arts. Nombreux étaient ceux pour qui ces aristocratiques artères sont plus familières que la forme de protestation empruntée ce dimanche. Est-ce à dire, comme interrogeait un reporter de RTL, qu'il y avait dans cette manifestation n'importe quoi? Au contraire, le trait d'union entre les différentes composantes du cortège était évident : le rejet de la bête qui monte partout et ici même en Belgique. Ce qui n'est certainement pas n'importe quoi.

Rangés derrière deux banderoles déployant notamment le sigle ATTAC, le secrétariat d'ATTAC-Bruxelles et plusieurs dizaines de membres-militants ont porté le message, tracts en renfort, de la relation directe entre les politiques (néo)libérales des gouvernements européens et la montée des fascismes. Au-delà de l'indignation il y a à prendre conscience des responsabilités.

La présence d'un groupe de chiliens, très remarqué par son dynamisme, était là bien à propos pour rappeler que c'est le libéralisme qui a porté Pinochet au pouvoir et que certains qui s'émeuvent à juste titre à propos de HAIDER n'en ont pas moins entretenu de bonnes relations avec ce Chili là. Chacun peut observer que même à présent certains s'obstinent et utilisent tous les subterfuges pour protéger PINOCHET et lui éviter de rendre des comptes sur ses crimes. D'autres, beaucoup d'autres, les syndicats notamment et les partis démocratiques sont sortis de leur réserve discrète pour condamner l'alliance scellée à Vienne entre conservateurs et néo-fascistes. Il était environ 19 heures quand la place du Luxembourg à repris son air paisible du dimanche soir.

Serge Cols. Membre d'ATTAC Bruxelles.
bxl@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi : PARIS 15 – FLERS
- Mercredi : PARIS 19
- Vendredi : SAINT-DENIS